



COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 2025

DCM251127\_039

**DEROGATION A LA FERMETURE DOMINICALE DES  
COMMERCES ALIMENTAIRES ET NON  
ALIMENTAIRES POUR L'ANNEE 2026**

Le Maire de Saint André certifie  
que le compte rendu de cette  
délibération a été affiché à la porte  
principale de la mairie :  
le 02 décembre 2025

Que la convocation a été faite le 21  
novembre 2025

Le nombre de membre en exercice  
étant de 45 :

Présents :	32
Représentés :	5
Absents :	8
Total des votes :	37

L'an deux mille vingt cinq, le vingt sept novembre le conseil municipal  
de SAINT-ANDRÉ s'est réuni, après convocation légale, sous la  
présidence de Monsieur Joé BEDIER, Maire.

**ETAIENT PRESENTS :**

Monsieur BEDIER Joé, Monsieur PEQUIN Jean-Marc, Monsieur  
RAMASSAMY Laurent, Monsieur CONSTANT Jean-Paul, Madame  
SOUPOU Alexa, Monsieur RAMIN Jean Yannick, Monsieur PAPAYA  
Laurent, Monsieur NAZE Gilles, Madame MANGAR RAZEBASSIA  
Jimmye, Monsieur GOURAMA Jean-Pierre, Monsieur GRONDIN  
Jimmy, Madame VIRAPIN KICHENIN Marie Linda, Madame  
SABABADY Marie Josette, Madame CERVEAUX Adélaïde,  
Monsieur MAZEAU Michel, Madame ALAMELE Maryse Brigitte,  
Monsieur MOUTAMA RAMAYE Alain, Monsieur PERRIER Charles,  
Monsieur PARVEDY Georges, Madame LARIVIERE Marie,  
Monsieur SOUBAYA PAJANIANDY Mickaël, Madame BALBINE  
Valérie Larissa, Madame POINY-TOPLAN Stéphanie, Madame  
PERMACAONDIN Isabelle, Monsieur VIRAPOULLE Jean-Marie,  
Madame CHANE-TO Marie Lise, Madame RAMIN Odile, Madame  
PAYET BEN HAMIDA Viviane, Monsieur FENELON Jean Claude,  
Monsieur SINARETTY RAMARETTY Alain Bernard, Madame  
LATCHOUMY Rosange, Monsieur BARBE Ludovic

**ETAIENT REPRESENTES :**

Madame PAYET Catherine Anne, Madame GRONDIN Migline,  
Monsieur SAÏD Moussa, Madame PERIANIN CARPIN Audrey,  
Monsieur SINAMA Sydney

**ETAIENT ABSENTS :**

Madame CEVAMY Primilla, Monsieur ASSICANON Jean Thierry,  
Monsieur MAILLOT Serge René, Madame PRAUD Elodie, Madame  
DIJOUX Sabrina, Monsieur MARTIN Jean-Paul, Monsieur  
SOUPRAMANIEN Stéphane, Madame NAUD CARPANIN Marie  
Hélène

**LE QUORUM ÉTANT ATTEINT, LE CONSEIL MUNICIPAL PEUT VALABLEMENT DÉLIBÉRER**

# DCM251127\_039 - DEROGATION A LA FERMETURE COMMERCES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES POUR L'ANNEE 2026

- *Vu le Code Général des collectivités territoriales,*
- *Vu les arrêtés préfectoraux du 19 octobre 1966 relative aux fermetures des commerces alimentaires et non alimentaires,*

## I. CONTEXTE

Dans le cadre du soutien à la vie économique de la ville, nombreux sont les commerçants qui souhaitent déroger aux fermetures dominicales et ouvrir leurs commerces lors des principales dates festives annuelles.

Le principe du repos dominical est la règle et le travail du dimanche doit rester une exception. A la Réunion les arrêtés préfectoraux du 19 octobre 1966 relatives aux fermetures des commerces alimentaires et non alimentaires fixent le cadre réglementaire à respecter.

Le Code du Travail prévoit des dérogations visant à permettre le travail des salariés le dimanche et notamment par une autorisation accordée par le Maire, dans la limite de 12 dimanches par an.

## II. DEROGATION AUX FERMETURES DOMINICALES DES COMMERCES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES POUR 2026

L'article L.3132-26 du Code du Travail permet par anticipation de déroger aux fermetures dominicales des commerces alimentaires et non alimentaires.

La ville préconise de déroger à la fermeture dominicale de ces commerces selon le calendrier suivant pour l'année 2026 :

- Dimanche de la fête des mères
- Dimanche de la fête des pères
- Dimanche précédant la rentrée des classes du mois d'août
- Dimanche précédant Noël
- Dimanche précédant le jour de l'an
- Dimanche marquant le début et la fin des manifestations commerciales officielles ou étant compris dans ces manifestations
- Dimanche 06 décembre 2026
- Dimanche 13 décembre 2026

L'ouverture pour les commerces non alimentaires s'étend sur la journée et l'ouverture pour les commerces alimentaires s'applique au – delà de 13 heures.

Le nombre de dates de demande dérogatoire étant supérieur à cinq, l'avis conforme de la CIREST a été sollicité en date du 18 septembre 2025.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité**

**Article Unique :**

- D'autoriser Monsieur le Maire à déroger à la fermeture des commerces alimentaires et non alimentaires de la ville selon le calendrier indiqué dans le rapport.

Conformément à la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, la présente délibération fera l'objet d'une publication sur le site internet de la ville dans un délai de huit jours suivant le conseil.

Pour extrait conforme  
Saint-André le